

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 06/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Cristallerie de Montbronn

Parc d'activité Alsace Bossue
67320 Thal-Drulingen

Code AIOT : 0100005725

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2025 dans l'établissement Cristallerie de Montbronn implanté Parc d'activité Alsace Bossue - 67320 Thal-Drulingen.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du suivi de l'accident survenu le 15/09/2025 au sein de l'établissement. Elle avait pour objet de vérifier la bonne réalisation des opérations de décontamination et d'évacuation des déchets mises en œuvre à la suite de cet événement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Cristallerie de Montbronn
- Parc d'activité Alsace Bossue - 67320 Thal-Drulingen
- Code AIOT : 0100005725
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Cristallerie de Montbronn exploite une cristallerie sur la commune de Thal-Drulingen.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Téledéclaration d'accident	Décret du 11/08/2025, article 5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Règle du cumul SEVESO	Code de l'environnement du 14/03/2019, article R511-11	Sans objet
3	Gestion d'accident	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est constaté que, à la suite de l'accident, l'exploitant a mis en œuvre les mesures nécessaires permettant la décontamination de l'ensemble du site et la gestion appropriée des déchets générés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Télédéclaration d'accident

Référence réglementaire : Décret du 11/08/2025, article 5
Thèmes : Risques accidentels, Télédéclaration d'accident
Prescription contrôlée : Décret n° 2025-804 du 11/08/2025 portant diverses dispositions de simplification du droit de l'environnement Article 5 : L'article R. 512-69 est complété par un alinéa ainsi rédigé : « La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. »
Constats : L'exploitant a télétransmis le 22/10/2025 le rapport relatif à l'accident survenu le 15/09/2025. Cet événement est intervenu lors du déplacement interne de fûts de 200 L d'acide fluorhydrique (HF) à 70 %. L'un des fûts est tombé au sol, entraînant le déversement d'environ 245 kg d'HF et la formation de vapeurs toxiques. Ce point n'appelle pas de remarque.
Type de suite proposée : Sans suite

N° 2 : Règle du cumul SEVESO

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/03/2019, article R511-11
Thèmes : Situation administrative, Règle du cumul SEVESO
Prescription contrôlée : II. - Les installations d'un même établissement relevant d'un même exploitant sur un même site répondent respectivement à la " règle de cumul seuil bas " ou à la " règle de cumul seuil haut " lorsqu'au moins l'une des sommes Sa, Sb ou Sc définies ci-après est supérieure ou égale à 1 [...]
Constats : Lors de la visite, il a été constaté que la quasi-totalité des produits dangereux et des baignoires avait été évacuée du site à la suite de l'accident et que des opérations de décontamination avaient été

effectuées par une société spécialisée. Dans ce contexte, la vérification de la règle du cumul au titre de la réglementation SEVESO n'a pas pu être réalisée à la date de l'inspection. Ce point n'appelle pas de remarque.

Type de suite proposée : Sans suite

N° 3 : Gestion d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47

Thèmes : Risques accidentels, Gestion d'accident

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

Constats :

Il a été constaté que l'exploitant a procédé, par l'intermédiaire d'une entreprise extérieure spécialisée, à la décontamination de l'ensemble du site ainsi qu'à l'évacuation des déchets générés par l'accident, permettant ainsi d'en limiter les conséquences.

Ce point n'appelle pas de remarque.

Il conviendra toutefois que l'exploitant procède à la vérification de l'ensemble des équipements de sécurité avant toute remise en fonctionnement des installations.

Type de suite proposée : Sans suite